

Les Nouvelles

Bi-Mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 695 - 7 Octobre 1999 - Prix 2,50 F

de Loire Atlantique

16 octobre 1999



Manifestation nationale pour l'emploi.

Un train de Loire-Atlantique pour la manifestation

Départ 16 octobre 1999	
Le Croisic.....	7h32
La Baule.....	7h42
Saint-Nazaire.....	8h04
Savenay.....	8h20
Couëron.....	8h35
Nantes.....	8h45
Ancenis.....	9h50

Retour 16 octobre 1999	
Paris	
Montparnasse.....	19h00

Les inscriptions peuvent se faire auprès des militants communistes et aux sièges :

- de la Section de Nantes, 22 rue des Hauts Pavés ☎ 02 40 35 69 43
- de la Section de Saint-Nazaire, 18 rue des Halles ☎ 02 40 66 08 48
- de la Fédération, 41 rue des Olivettes ☎ 02 40 35 03 00

Participation aux frais : 50 F

● Quand Le Figaro, journal des milieux d'affaires, du MEDEF, apprécie les mesures contre le chômage annoncées par le premier ministre, comme peu contraignantes pour le patronat, on mesure le chemin restant à parcourir pour s'attaquer véritablement à la question des moyens.

Ainsi, pour ce porte-parole des marchés financiers, l'obligation de négocier les 35 heures avant tout plan de licenciements "n'aura un effet contraignant que sur une fraction infime d'entreprises" et n'aura comme conséquence que de retarder de 6 à 9 mois les licenciements.

Cela donne la mesure des améliorations à apporter pour avoir une bonne loi des 35 heures, créatrice d'emplois stables. Et cela montre que les mesures annoncées par Lionel Jospin, si elles sont la preuve qu'on peut faire bouger les choses, ne font pas le compte.

"Au-delà des effets d'annonce, il faut des actes concrets, déclare l'appel commun à manifester pour l'emploi le 16 octobre à Paris (place de la Madeleine, 14 heures). Ce sont bien d'autres exigences qui doivent être satisfaites pour combattre réellement le chômage et la précarité, pour défendre l'emploi."

Raison de plus pour ne pas baisser la garde et pour réussir la manif nationale. Pour dire au grand patronat: "Non aux plans de licenciements". Et au gouvernement: "Il faut aller de l'avant pour l'emploi."

A l'initiative du Parti communiste et élaborée collectivement par une vingtaine d'associations, de mouvements, syndicats, partis, cette manif tombe à pic. L'écho médiatique qui l'entoure montre, à sa manière, qu'elle répond à un besoin de s'opposer aux prétentions patronales et d'aider le gouvernement à avancer plus loin et plus vite.

Les grincheux, les patrons, la droite ne vont pas manquer de critiquer. Mais chacune, chacun sait bien que si on veut non seulement être entendu mais surtout être écoutés, respectés, il va falloir intervenir et peser à gauche.

Et quand on s'y met "tous ensemble", on se sent plus fort, on est plus fort. Le 16 octobre, on va manifester pour des actes, du concret.

La manif pour l'emploi : ça va faire du bien!



ACTUALITÉ

● Manif du 16

● Tout ce que vous devez savoir sur la manifestation du 16 sur l'emploi en pages 2 et 3 de ce numéro des Nouvelles de Loire-Atlantique.

● Nantes/Lyon

● Une initiative des élus régionaux communistes des Pays de la Loire, du Centre et de Rhône-Alpes pose la question du transport fret par fer entre ces 3 régions. Modernisation, investissements, réponses à une question vitale du développement des échanges entre les régions et au-delà. Un dossier ouvert page 4 de ce numéro.

Clémence Fondée en 1890
Créatrice du beurre blanc
Vue splendide sur la Loire
800 mètres des Ponts de Touré
Lieu-dit la Chebuette - 44450 SAINT JULIEN DE CONCELLES
02.40.36.50.93

35 heures : les amendements pour une bonne loi

Les parlementaires communistes veulent une loi sur les 35 heures favorable aux salariés et particulièrement en matière de création d'emplois. De son côté, Martine Aubry a indiqué que le projet était améliorable.

Déjà, lors de la rencontre de la ministre avec la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, les députés communistes ont montré qu'ils étaient de loin les plus pugnaces, Maxime Gremetz avertissant que "en l'état, le projet de loi est invivable par le groupe communiste."

Ils ne veulent pas agir seuls pour contrebalancer les pressions exercées sur le gouvernement par le MEDEF. Ils s'appuient sur la mobilisation des intéressés, qui manifesteront lundi 4 octobre à l'appel des syndicats et samedi 16 octobre, à Paris, à l'appel d'un collectif d'organisations de gauche.

Et ils ont trouvé des alliés en décidant, avec les députés Verts et Mouvement des Citoyens, de déposer en commun quatre amendements essentiels.

"Ce sont des amendements symboliques, qui visent à préserver la philosophie de la première loi de réduction du temps de travail, c'est-à-dire la création d'emploi", dit le député communiste Maxime Gremetz.

Quels sont ces amendements ?

Le premier a trait aux temps de poses divers, exclus de la durée du travail, pour revenir à la définition selon laquelle elle est "le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles."

Le second consiste à supprimer la période d'adaptation pour la taxation des heures supplémentaires concernant les entreprises de moins de 20 salariés afin de ne pas pénaliser celles qui ont déjà signé un accord.

Le troisième rétablit le lien entre aides structurelles de l'Etat par allègement de cotisations et création ou préservation d'emplois proportionnellement à l'effort des entreprises en ce sens.

Le quatrième inclut le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie comme partie intégrante du temps de travail.

Le travail parlementaire des communistes ne va pas s'arrêter là. Ils déposent une centaine d'amendements constructifs pour pouvoir enfin voter une bonne loi des 35 heures.

Déclaration de la Fédération du Parti Communiste Français

Il faut que le monde du travail se fasse entendre sur les 35 heures

La 2ème loi sur les 35 heures va être débattue ces prochains jours à l'Assemblée nationale. Le MEDEF par son Président Antoine Seillières, considère qu'elle doit porter sur plus de libéralisme accentuant la précarité avec plus de flexibilité. Les syndicats et le monde du travail demandent par cette 2ème loi, une réelle réponse à leurs questions sur le processus social et l'emploi.

C'est ainsi qu'ils manifesteront le lundi 4 octobre.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français se félicite de l'action des salariés pour s'opposer aux prétentions patronales et pour que la loi ait un contenu positif tant dans les domaines sociaux que pour l'emploi. C'est le sens des amendements que les députés communistes vont défendre à l'Assemblée nationale.

Il faut une vraie loi de réduction du temps de travail qui crée des emplois stables, durables et qui ne débouche pas sur la flexibilité pour les salariés. Pour cela le monde du travail a besoin de se faire entendre. C'est le sens de l'action du 4 octobre, c'est ce qui doit marquer celle du 16 octobre, proposée par Robert HUE à la Fête de l'Humanité, qui déjà a rencontré un accueil favorable dans les milieux associatif, syndical et politique.

Fait à Nantes le 1er octobre 1999

L'Etat doit intervenir dans l'économie

« L'aveu d'impuissance de Lionel Jospin - « Il ne faut pas tout attendre de l'Etat » - sur France 2 a heurté les Français, écrit La Croix. Nos concitoyens, à une large majorité, pensent au contraire que l'Etat doit continuer à intervenir dans la vie économique. Il ne saurait rester l'observateur impassible de décisions sur lesquelles il aurait perdu tout pouvoir ».

Surtout, peut-on ajouter, que l'Etat est loin de ne pas intervenir. Les exonérations de cotisations patronales et les aides soi-disant à l'emploi, sans contrôle de créations effectives, sont là pour le montrer. Ainsi, Michelin a, selon les syndicats, perçu quelques 10 milliards de francs d'aides entre 1983 et 1997 et a supprimé plus de 23.000 emplois en France...

Marché et politique

En entendant le Premier Ministre déclarer que "l'Etat ne peut pas tout", beaucoup en ont conclu que "la politique ne peut plus rien".

Depuis quelques jours, on ne compte plus les articles de presse observant que "la politique doute d'elle-même", que "les lieux de décision apparaissent de plus en plus lointains" (La Croix), que "le vrai pouvoir est ailleurs (...) dans les fonds de pension américains" (le Monde).

Ainsi, la mondialisation signerait la victoire définitive de l'économie sur la politique sur l'ensemble de la planète. Ainsi, il n'y aurait plus qu'à "laisser faire"!

Les communistes ne peuvent se résigner à cette forme de démission. Ils sont en phase, de ce point de vue, avec l'opinion. Le quotidien économique Les Echos estime ainsi qu'"on peut dater de cet automne 1999 un début de rééquilibrage de l'opinion dominante. La loi des marchés commence à se heurter à une sourde mais solide méfiance de la part des Français".

Le Parti communiste propose de relever le double défi auquel la gauche est aujourd'hui confrontée.

Le premier est celui du marché capitaliste. L'Etat ne peut pas tout administrer, certes, mais il ne peut pas non plus se cantonner à la correction (souvent vaine) des excès capitalistes. Il faut intervenir à la source des problèmes. L'organisation économique, les règles du marché, la gestion

des entreprises... doivent cesser d'être des tabous, mis hors de portée des citoyens, de leurs élus, du gouvernement, du débat public. Il faut organiser l'intervention publique et le partage des pouvoirs dans ces domaines, faute de quoi l'espace public et citoyen déperira inexorablement. Le second est celui de la politique. Entre forces sociales et partis politiques, les frontières doivent bouger. Tout le monde doit s'épauler, pour faire reculer les règles imposées par les exigences de rentabilité du marché, et redonner aux lieux de déci-



sion politique le pouvoir de répondre aux attentes citoyennes.

Ces deux défis sont indissociables. La proposition du PCF d'associer toutes les forces politiques et sociales à la préparation d'une manifestation pour l'emploi samedi 16 octobre, à Paris, aux objectifs ambitieux et renouvelés, oblige toute la gauche à en discuter.

RISOGRAPHS

PRODUCTIVITE ET ECONOMIE

Jusqu'à 130 copies/minute
coût copie exceptionnel inférieur au copieur !

PETITES ET GRANDES SERIES

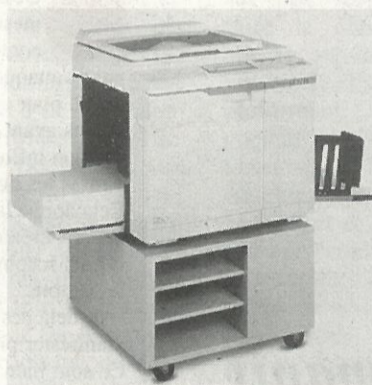
Pour des séries de 50, 100, 500,
2 000 exemplaires ou plus !

POLYVALENCE

5 vitesses d'impression
grammages du papier de 46 à 210 g/m²
modes photo et trames - zoom
formats du A6 au A3
17 teintes disponibles

APPLICATIONS MULTIPLES

Calendriers d'activités, cartes de membres,
fiches d'inscription, invitations, mailings,
circulaires, enveloppes, tracts...



RISO
DUPLICOPIEURS - N°1 MONDIAL
LA SOLUTION NUMERIQUE

Pour en savoir plus, contactez notre agence de NANTES !
RISO FRANCE - Z.I. Belle Etoile - 3 rue Antarès - 44470 CARQUEFOU
Tél. 02.40.68.83.68 / Fax 02.40.68.80.09

Appel à la manifestation du 16 octobre 1999

Licenciements, chômage, précarité, flexibilité, exclusions et discriminations, vie au rabais, tout cela est insupportable ! Comme des millions de femmes et d'hommes nous sommes révoltés par l'arrogance d'un patronat, qui comme à Michelin, subordonne l'emploi aux profits financiers et à l'intérêt des actionnaires. Cela suffit !

Nous disons : non aux licenciements, non au chômage, non à la précarité, non à la domination de l'Europe par les marchés financiers et l'affairisme.

Le large soutien populaire apporté aux agriculteurs a exprimé le refus de la mondialisation libérale et la volonté de protéger les emplois, les droits sociaux, la qualité de la vie, l'environnement.

Nous ne partageons pas toutes et tous les mêmes opinions, mais toutes et tous nous refusons le discours de la fatalité et de la démission.

Il n'est pas vrai que l'Etat ne peut rien. Les forces politiques et sociales, les millions de citoyennes et citoyens qui veulent

s'opposer à la dictature des marchés, empêcher les licenciements, le sous-emploi, les discriminations et les exclusions, peuvent tout s'ils ont une volonté et une action communes. Ensemble, nous pouvons en finir avec l'extension du travail partiel imposé aux femmes, l'explosion des statuts précaires, par exemple dans l'éducation nationale. Nous pouvons obtenir des créations d'emplois, le développement des services publics.

Le Premier Ministre a annoncé des mesures en matière de licenciement et de précarité. Au-delà des effets d'annonce, il faut des actes concrets. Ce sont bien d'autres exigences qui doivent être satisfaites pour combattre réellement le chômage et la précarité, pour défendre l'emploi.

Pour ces raisons, nous appelons à une grande manifestation nationale à Paris, le 16 octobre pour exprimer massivement les urgences du moment :

- Non aux plans de licenciements.
- Oui à une vraie loi de réduction du temps de

travail qui crée des emplois stables, durables et ne débouche pas sur la flexibilité subie par les salariés.

● Oui au contrôle de l'utilisation des fonds publics pour l'emploi notamment par les salariés et leurs organisations.

● Oui à la transformation des emplois-jeunes en emplois stables et durables.

● Oui à des moyens pour une formation qualifiante et à la reconnaissance des qualifications sur le marché du travail.

● Oui à la revalorisation des minima sociaux.

Nous voulons que ces exigences soient entendues.

Nous sommes unis et décidés.

C'est le sens de notre manifestation nationale à Paris le 16 octobre, à 14 heures, départ place de la Madeleine.

Forte et unitaire, elle sera efficace. Elle permettra d'autres actions, pour gagner tous ensemble la bataille de l'emploi, et au-delà de la dignité humaine et de l'avenir de la jeunesse.

Les organisations suivantes :

les Alternatifs, les Amis de la Commune, APEIS, Collectif National des Droits des Femmes, Femmes Solidaires, JC, JCR, LCR, LO, MNCP, MDC, PCF, UEC, UNEF, Les Verts, se sont réunies le mardi 28 septembre.

Les partis, syndicats et associations suivants: les Alternatifs, les Amis de la Commune, APEIS, Femmes solidaires, JC, JCR, JOC, LCR, LO, MDC, MRAP, PCF, UEC, UNEF, lancent d'ores et déjà un appel à une manifestation contre le chômage et les licenciements, le 16 octobre, à Paris, départ Place de la Madeleine ; et proposent l'élargissement de cette initiative à l'ensemble des forces politiques progressistes, syndicales et associatives.

Paris,
le 28 septembre 1999

Comment participer à la manifestation

Sur la Loire-Atlantique, les organisations suivantes ont donné leur accord pour participer à la Manifestation.

PCF - VERTS ALTERNATIFS - MDC - LO - LCR - JC - JCR - AC - FEMMES SOLIDAIRES, d'autres organisations ou syndicats pourraient prochainement se joindre à cet appel.

Pour aller à la manifestation :

Il faut s'inscrire auprès des animateurs de cellules, de la Fédération ou

des sections de Nantes et de Saint-Nazaire :

Fédération : 41 rue des Olivettes, Nantes. Tél. 02.40.35.03.00

Section de Nantes : 22 rue des Hauts-Pavés, Nantes. Tél. 02.40.35.69.43.

Section de Saint-Nazaire : 18 rue des Halles, Saint-Nazaire. Tél. 02.40.66.08.48.

Le prix du train est de 90 000 francs, il est proposé aux manifestants une participation minimum de 50 francs. Voir les horaires du train (page 1).

La fête de l'Agglo à et la manifestation

L'ensemble des sections de l'agglomération nantaise a débattu de la situation nouvelle créée par la décision prise nationalement de faire la manifestation le samedi 16, jour qui coïncide avec les premières initiatives de la Fête de l'Agglo.

« Il faut tout faire pour assurer la réussite de la

manifestation », tel a été l'avis unanimement exprimé.

La décision de surseoir aux débats sur la force communiste et à la soirée Cabaret du samedi a donc été prise. La Fête se déroulera normalement le dimanche avec l'ensemble des initiatives annoncées.

La vignette Bon de Soutien au prix de 25 Francs est à votre disposition auprès des Communistes de l'agglomération nantaise



L'intercommunalité en question

L'Humanité Hebdo du 2 octobre réservait 16 pages à un dossier spécial Pays de la Loire qui traitait notamment des questions de l'intercommunalité.

Ce numéro spécial a été diffusé largement dans les sections (350 numéros avaient été commandés en plus de la vente habituelle).

Ce dossier sur l'intercommunalité sera ouvert une deuxième fois lors

de la Fête de l'Agglo où un débat, animé par Rodolphe Landais, journaliste à Radio-France Loire-Océan, réunira différents Maires et élus de sensibilités politiques différentes de notre agglomération, parmi lesquels sont déjà annoncés Laurent Dejoie, Serge Poignand, Gilles Retière, Jean-Pierre Fougerat, Claude Constant, Christian Pelloquet, René Bihoré, etc...

Clio

à partir de **65 900^F**

avec
DES LA PREMIERE VERSION :

ABS

AIRBAG* CONDUCTEUR	DIRECTION ASSISTEE
AIRBAG* PASSAGER	VITRES TEINTEES
ANTIDEMARRAGE	VOLANT REGLABLE

50 50

OU VOTRE CLIO À MOITIÉ PRIX AVEC LE 50 50

50 % MAINTENANT, 50 % DANS DEUX ANS ET PRESQUE RIEN ENTRE LES DEUX

50 50

RENAULT SAINT-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
Concessionnaire
380, route de la Côte d'Amour - Océanis
ST-NAZAIRE 02 40 17 20 20

TRIGNAC AUTOMOBILES
Agent
Zone Commerciale Auchan
TRIGNAC 02 40 90 40 54

Il y a près de 6 mois, après une réunion de travail à Bourges, des élus communistes, de plusieurs régions et départements (1), s'adressaient, dans un courrier commun au Premier Ministre et au Ministre des Transports, pour demander à l'Etat l'électrification ainsi que la modernisation du matériel roulant et des infrastructures de la ligne SNCF Nantes/Lyon pour le développement du fret ferroviaire et l'amélioration des liaisons intervilles sur cet axe.

Vendredi 1^{er} octobre, plusieurs d'entre eux, chargés ou participant aux Commissions Infrastructures et Transports de leur région respective, prolongeaient cette initiative à Nantes avec des élus du département au cours d'une journée qui a donné lieu à des échanges, avec de nombreux acteurs économiques et sociaux, directement intéressés au développement de cet axe ferroviaire.

(1) Jean-Michel Bodin, Vice-président du Conseil régional du Centre
Gilles Bontemps, Conseiller régional des Pays de la Loire
Françoise Driot, Conseillère régionale de Rhône-Alpes
Jean-Claude Lebrun, Conseiller régional de Bourgogne
Jean-Claude Mairal, Président du Conseil général de l'Allier
Jean-Claude Sandrier, Député du Cher

Composition de la délégation :

Jean-Michel Bodin, vice-président du Conseil régional du Centre, chargé des Infrastructures et des Transports, Marie-France Vieux-Marcaud et Françoise Driot, Conseillères régionales de Rhône-Alpes, membres de la Commission Infrastructures et Transports, Gilles Bontemps, membre de cette même Commission au Conseil régional des Pays de la Loire, Michèle Picaud, Conseillère régionale des Pays de la Loire, maire-adjointe de Trignac et Michel Rica, Conseiller municipal de Nantes, membre du Conseil du District. Ils étaient accompagnés par Pierre Trossevin, collaborateur de Jean-Michel Bodin et de André Vial, cadre SNCF retraité du Rhône.

Le film de la journée

10 h : au Port autonome

La délégation a d'abord été reçue pendant près de 2 heures par Monsieur Michel Quimbert, Président du Port autonome Nantes/Saint-Nazaire, accompagné de Christian Brisset, représentant de la région des Pays de la Loire au Conseil d'administration du Port et de Monsieur Christophe Leclerc, Technicien au Service commercial. Une rencontre fructueuse

qui devait permettre à la délégation de prendre toute la mesure de l'importance du débouché de la route à Vierzon et de la modernisation de la ligne SNCF, essentiels pour le développement du Port qui a impérativement besoin d'une liaison directe avec l'Est de la France, l'Est et le Sud de l'Europe. Cette rencontre devait d'ailleurs déboucher sur la perspective à court

terme d'un travail en commun entre la direction du Port et l'exécutif de la Région Centre sur ce sujet avec la proposition de prolonger cela avec la Région Rhône-Alpes, ce dont Marie-France Vieux et Françoise Driot, très intéressées, se sont immédiatement chargées de répercuter auprès de la présidence de leur Région.

12 h 15 : Nantes

La délégation était reçue à la Mairie par Patrick Mareschal, 1^{er} adjoint au Maire de Nantes, chargé des questions économiques au District, accompagné du directeur du développement économique du District. Nouvel échange de vues

soulignant l'intérêt mutuel pour les différentes régions et pour l'agglomération nantaise et son Port, de voir rapidement avancer ce dossier, ce qui devait conduire à envisager de proposer une initiative dans ce sens de l'association RACO (Rhône

Alsace Centre Océan) qui rassemble de nombreuses collectivités territoriales traversées par cette ligne SNCF, association que va rejoindre la Région Centre et qui devrait s'élargir à de nouvelles collectivités du département du Rhône.

13 h 15 : Avec les salariés du Port

Rencontre autour d'un bref repas avec une délégation du syndicat CGT du Port autonome, conduite par Yves Tual et des dockers CGT de Nantes conduite par Jean-Luc Chagnolleau. Nouveaux échanges d'informations et d'arguments, nouvelles confirmations de l'urgence de l'aboutissement



d'un tel dossier. C'est le cas pour la Région Rhône-Alpes qui cherche une ouverture directe sur l'atlantique alors qu'elle est essentiellement reliée aux ports du Sud et du Nord de l'Europe, pour la Région Centre dont la situation géographique et les choix poli-

tiques et économiques permettent un développement d'activités porteuses d'emplois et en même temps peut être un atout pour les Régions Pays de la Loire et Rhône-Alpes mais aussi Bourgogne et Auvergne. Cela permettra une souplesse de l'activité fret ferro-

viaire et la connexion Est-Ouest et Nord-Sud avec le projet de la plate-forme de fret multimodale envisagée à Vierzon. Chacun dans son domaine a convenu de prendre des initiatives pour faire avancer ce dossier et de s'informer des évolutions du travail respectif.

14 h 30 : Avec les administrateurs salariés du Port

Même intérêt et même insistance lors de la rencontre avec les administrateurs salariés du Port autonome de la CGT et de FO où Laurent Buvry, administrateur FO, a, en quelques

instants, fort bien illustré les enjeux pour le Port, mais aussi pour les régions concernées de cette transversale Est-Ouest, tout comme l'ont fait après lui Louis Harrel et Félicien

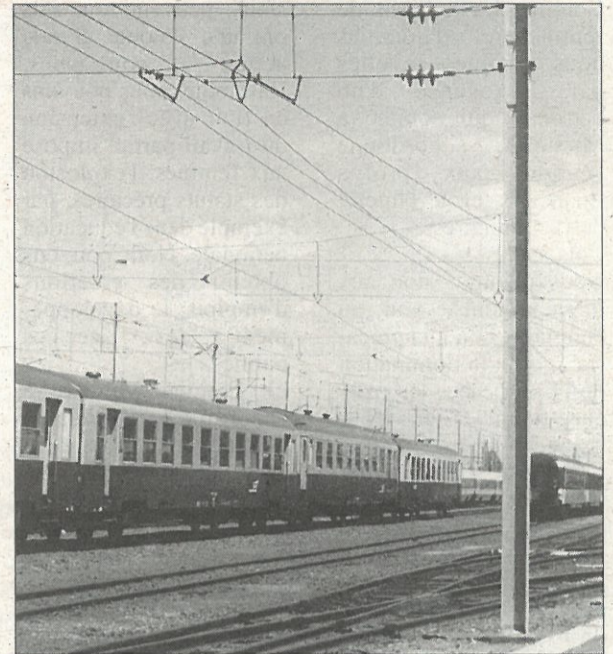
Leguillard, soulignant que pour aller vers les 40 et 50 millions de tonnes, pour lier développement et amélioration de l'environnement, il y a urgence à obtenir cette liaison ferroviaire moderne.

17 h 00 : Rencontre à l'Hôtel de Région

Après une conférence de presse, rue des Olivettes, c'est ensuite à l'Hôtel de la Région des Pays de la Loire que s'est rendue la délégation où elle était reçue par Michel Hunault, vice-président du Conseil régional, chargé des Infrastructures et des Transports, accompagné de Monsieur Gourdy, direc-

teur des Transports. Toute aussi fructueuse, cette rencontre a permis de conforter les liens entre les Régions Pays de la Loire et Centre, d'envisager des interventions conjointes des 3 vice-présidents des Régions Rhône-Alpes, Pays de la Loire et Centre vers les directions nationales de la

SNCF et de RFF et vers l'Etat, de même que de conforter la tenue d'une réunion de travail des 3 régions, début novembre à Lyon et pourquoi pas en travaillant à y associer les 2 autres régions intéressées que sont la Bourgogne et l'Auvergne.



L'enjeu : le Service Public

L'investissement des élus communistes ne doit rien au hasard, l'enjeu est en effet très important, il intéresse non seulement les régions citées précédemment, mais aussi les salariés et les entreprises de ces régions respectives et donc le développement de l'emploi en liaison avec le développement portuaire.

Le Port a 100% public génère des résultats importants en termes d'emplois directs et induits, en termes de développement de l'activité économique directement liée à la protection de l'environnement et de résultats financiers. Un autre élément tout aussi important est la partie qui se joue à l'échelle européenne. Il y a une formidable bataille relayée par les différents états européens, dont la plupart d'inspiration libérale ou social-libérale, rêvent de privatiser le transport du fret ferroviaire.

Jean-Claude Gayssot a réussi à persuader une partie des Ministres européens des Transports d'accepter une période de 4 ans pour observer que le transport public du fret ferroviaire peut être dans des meilleures conditions de sécurité,

voire aussi plus qualitatif, rentable pour la société.

Tout ce qui passe par mer et par fer est beaucoup plus sécurisant et s'évalue en terme de coût et d'environnement.

Mais il reste à gagner ce formidable pari et pour cela, se pose à la fois des besoins d'infrastructures nouvelles, d'amélioration des infrastructures existantes et aussi d'obtenir que la SNCF s'investisse véritablement sur ces secteurs pour faire la démonstration que le service public a vocation à être efficace et performant. C'est l'engagement des élus communistes qui savent que le développement nécessaire du Port et le développement économique des différentes régions nécessitent un service public des Transports performant et des infrastructures lui permettant de l'être, ce qui est le cas de cette transversale ferroviaire Est-Ouest. Il faut donc s'attendre à d'autres initiatives de la part des élus communistes, mais aussi à l'image de cette journée du 1^{er} octobre de tout ce qui peut permettre d'élargir pour gagner ce pari de l'efficacité du service public du transport ferroviaire.